

Poursuite des négociations sur les changements climatiques à Barcelone

Plus de 4000 délégués de 181 pays se sont réunis à Barcelone du 2 au 6 novembre sous l'égide de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour la dernière réunion préparatoire à la conférence internationale de Copenhague du 7 au 18 décembre. Les discussions de Barcelone n'ont semble-t-il pas permis de progresser suffisamment pour parvenir à un nouvel accord international sur la lutte contre le réchauffement climatique à Copenhague. « *C'est un travail inachevé, bien en deçà de ce qui est nécessaire* » a déclaré Lumumba Stanislaus Di-Aping, président soudanais du Groupe des 77 qui représente les pays en développement auxquels la Chine est associée. Dès le premier soir des discussions, les délégués africains ont suspendu leur participation afin de signifier leur mécontentement devant l'absence d'engagements chiffrés de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) des pays industrialisés, leur reprochant « *de refuser de faire des progrès* ». Les représentants du G77 dénoncent l'incapacité des pays développés à mettre clairement sur la table le type d'engagements qu'ils sont prêts à prendre. Les questions liées à la réduction des émissions de GES et au financement de l'aide aux pays en développement sont au cœur des oppositions. Les membres du G77 exigent des pays développés qu'ils acceptent de réduire de 40% par rapport à 1990 leurs émissions de GES d'ici 2020, tandis que ceux-ci n'ont jusqu'ici proposé qu'un taux compris entre 11 et 15%. L'Union européenne avait annoncé qu'elle visait une réduction de ses émissions de 20 % en 2020, voire de 30 % en cas d'accord international. De son côté, le Sénat américain examine actuellement un projet de loi qui prévoit une réduction des émissions d'environ 7%. « *Arriver à au moins 40% serait trop difficile* », a déclaré Yvo de Boer, le secrétaire de la CCNUCC. Atteindre un tel objectif impliquerait selon lui de « *tout reprendre depuis le début* » et aurait un coût économique « *énorme* ».

A l'issue de la conférence, seules quelques avancées techniques semblent avoir été trouvées. Des progrès apparaissent « *notamment en matière d'adaptation, de coopération technologique, de réduction des émissions issues de la déforestation dans les pays en développement et de mécanismes de financement* », indique le communiqué final de la CCNUCC. Cependant, le texte souligne que « *peu de progrès ont été réalisés sur les deux problèmes clefs que sont les objectifs de réduction des pays développés et le financement de l'aide* ». « *Sans ces deux pièces du puzzle, nous n'aurons pas d'accord* », estime Yvo de Boer. De nombreux observateurs envisagent désormais à la place d'un accord juridiquement contraignant, l'adoption à Copenhague d'une déclaration politique associée à une liste d'engagements pris par différents pays. Ces textes seraient ensuite transcrits sous une forme juridique en 2010.

4^{ème} Sommet Chine-Afrique : priorité au secteur agricole

Les représentants d'une cinquantaine de pays se sont réunis les 8 et 9 novembre à Charm el-Cheikh, en Egypte, pour le 4^{ème} Forum ministériel sur la coopération sino-africaine et y ont adopté un plan d'action pour la période 2010-2012. Ce plan prévoit une série de mesures à mettre en œuvre dans les domaines politique, économique, humanitaire et culturel. « *Le soutien de la Chine au développement de l'Afrique est réel et solide, et les aléas du monde ne changeront rien à notre amitié avec le peuple africain* » a déclaré Wen Jiabao, le Premier ministre chinois. Au niveau économique, la Chine et les Etats africains accorderont dans leur coopération la priorité à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. « *Le gouvernement chinois s'engage à (...) tout faire pour assister les pays africains dans l'amélioration de leur production agricole et de leurs infrastructures* » a affirmé le ministre chinois du Commerce, Chen Deming. Les deux parties souhaitent élargir leur coopération dans « *la construction des infrastructures agricoles, la production de céréales, l'élevage, l'échange et le transfert de technologies agricoles pratiques, la transformation, le stockage et le transfert des produits agricoles* ». Par ailleurs, la Chine a annoncé qu'elle allait verser 30 millions de dollars à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour la création d'un « *fonds spécial* » qui servira entre autres à soutenir la coopération Sud-Sud entre la Chine et les pays africains. Enfin, Wen Jiabao avait annoncé le déblocage de 10 milliards de dollars sous forme de prêts aux pays africains au cours des trois prochaines années et promis d'annuler la dette de certains des pays les plus pauvres du continent. En marge du Forum, les dirigeants africains se sont félicités de ces accords mais ont aussi insisté sur la nécessité de développer la coopération entre pays africains. « *Ce que nous souhaitons, c'est une plus grande intégration régionale et sub-saharienne* » a notamment souligné Zainab Bangura, la ministre des Affaires étrangères de Sierra Leone. Pour Moses Wetangula, le ministre des Affaires étrangères du Kenya, « *il ne faut pas que ce genre de forum se consacre à des questions bilatérales, mais se concentre sur l'économie régionale* ».

Sources : AFP, Reuters, Xinhua, l'Expresse, IISD, RFI.